



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
des ressources humaines**

**Secrétariat général
Sous-direction de la formation, des parcours professionnels et
des relations sociales
Département du droit syndical et de la veille sociale
Secrétariat du comité social d'administration ministériel
de l'Éducation nationale**

Paris, le 28 juin 2023

**Ordre du jour
du comité social d'administration ministériel de l'éducation nationale (CSAMEN)
du mardi 4 juillet 2023**

à l'issue du CSAMEN programmé le même jour à 9 heures 30

1 → Désignation du secrétaire adjoint de séance

2 → Point pour avis

Nouvelle délibération du CSAMEN après vote unanime défavorable lors de la séance du 20 juin 2023 :

Projet de décret relatif au remplacement de courte durée dans les établissements d'enseignement du second degré (DGRH B).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale
et de la jeunesse

Décret n° 2023-XXXX du xx xxxxx 2023 relatif au remplacement de courte durée dans les établissements d'enseignement du second degré

NOR: MENH2315068D

Publics concernés : personnels enseignants du second degré, assistants d'éducation.

Objet : remplacement de courte durée.

Entrée en vigueur : l'entrée en vigueur de ces dispositions est prévue au 1^{er} septembre 2023.

Notice : le décret prévoit l'élaboration d'un plan annuel par le chef d'établissement en concertation avec les équipes pédagogiques et éducatives afin d'assurer la continuité pédagogique au sein de son établissement et assurer effectivement les heures prévues par l'emploi du temps des élèves en cas d'absence de courte durée des personnels enseignants. Il prévoit la création d'un référent académique en charge du pilotage et du suivi du remplacement de courte durée au niveau académique. Les enseignants volontaires sont prioritaires pour effectuer ces remplacements de courte durée sous la forme d'heures d'enseignement. Les assistants d'éducation pourront assurer l'encadrement de séquences pédagogiques numériques.

Références : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 912-1 et R. 421-10 ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 50-1253 du 6 octobre 1950 modifié fixant les taux de rémunération des heures supplémentaires d'enseignement effectuées par des personnels enseignants des établissements d'enseignement du second degré ;

Vu le décret n° 93-55 du 15 janvier 1993 modifié instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves en faveur des personnels enseignants du second degré ;

Vu le décret n° 99-823 du 17 septembre 1999 modifié relatif à l'exercice des fonctions de remplacement dans les établissements d'enseignement du second degré ;

Vu le décret n° 2003-484 du 6 juin 2003 modifié fixant les conditions de recrutement et d'emploi des assistants d'éducation ;

Vu le décret n° 2014-940 du 20 août 2014 modifié relatif aux obligations de service et aux missions des personnels enseignants exerçant dans un établissement public d'enseignement du second degré ;

Vu l'avis du comité social d'administration ministériel de l'éducation nationale en date du 20 juin 2023 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

Article 1^{er}

Sans préjudice des dispositions du décret du 17 septembre 1999 susvisé, le remplacement des personnels enseignants absents pour une durée inférieure ou égale à deux semaines est organisé dans les établissements d'enseignement du second degré dans les conditions prévues par le présent décret.

Article 2

Dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire, le chef d'établissement élabore, en concertation avec les équipes pédagogiques et éducatives, un plan annuel visant à assurer effectivement les heures prévues par l'emploi du temps des élèves en cas d'absences de courte durée des personnels enseignants. Il comprend obligatoirement les éléments prévus aux articles 5 et 6.

Le plan est présenté par le chef d'établissement au conseil d'administration, après consultation du conseil pédagogique, et transmis au recteur d'académie, qui s'assure de sa conformité aux objectifs fixés par l'article R. 421-10 du code de l'éducation.

Le chef d'établissement rend compte au conseil d'administration et au recteur d'académie au moins deux fois par an de la mise en œuvre de ce plan.

Le chef d'établissement transmet aux autorités académiques et ministérielles les données nécessaires au suivi de la mise en œuvre du remplacement de courte durée dans les conditions définies par un arrêté du ministre chargé de l'éducation nationale.

Article 3

Un référent académique en charge du pilotage et du suivi du remplacement de courte durée est placé auprès de chaque recteur d'académie. Il veille à la bonne mise en œuvre des plans mentionnés à l'article 2 et accompagne les chefs d'établissement dans leur élaboration et leur mise en œuvre.

Article 4

Un bilan de la mise en œuvre des plans est présenté chaque année au comité social d'administration académique.

Article 5

Les remplacements de courte durée sont prioritairement assurés sous la forme d'heures d'enseignement.

Le chef d'établissement mobilise les équipes pédagogiques et éducatives en fonction des besoins des élèves et de leur disponibilité. Il peut faire appel, en tant que de besoin et après accord du recteur d'académie, à des personnels enseignants remplaçants régis par le décret du 17 septembre 1999 susvisé, si ceux-ci sont disponibles. Ces personnels sont alors affectés dans les conditions prévues par le deuxième alinéa de l'article 3 du décret du 17 septembre 1999 susvisé.

Pour assurer effectivement les heures prévues à l'emploi du temps des élèves, il peut être fait appel à des assistants d'éducation afin d'encadrer des séquences pédagogiques numériques.

Article 6

Pour la mise en œuvre du plan mentionné à l'article 2, le chef d'établissement sollicite prioritairement les personnels enseignants qui se sont engagés, sur une base volontaire, à assurer un volume horaire de remplacement de courte durée durant l'année scolaire.

Ces personnels communiquent au chef d'établissement des créneaux hebdomadaires d'au moins une heure durant lesquels ils peuvent être appelés afin d'assurer un remplacement. Le plan détermine le nombre de créneaux ainsi que le délai dans lequel une heure de remplacement peut être confiée à ces personnels.

Le chef d'établissement fait prioritairement appel à ces personnels pour assurer des heures d'enseignement en tenant compte des créneaux communiqués. Ces personnels ne peuvent refuser d'assurer un remplacement sur l'un de ces créneaux qu'avec un motif valable d'absence.

Ces personnels sont rémunérés dans les conditions prévues par le décret du 15 janvier 1993 susvisé.

Article 7

En dehors des cas prévus à l'article 6, le chef d'établissement peut solliciter les enseignants, en cours d'année scolaire et sur la base du volontariat, pour assurer des heures de remplacement.

Ces enseignants sont rémunérés dans les conditions prévues par le décret du 6 octobre 1950 susvisé.

Article 8

Sont abrogés :

- le décret n° 2005-1035 du 26 août 2005 relatif au remplacement de courte durée des personnels enseignants dans les établissements d'enseignement du second degré ;
- le décret n° 2005-1036 du 26 août 2005 fixant les taux de rémunération des heures supplémentaires d'enseignement effectuées au titre du décret n° 2005-1035 du 26 août 2005 relatif au remplacement de courte durée des personnels enseignants dans les établissements d'enseignement du second degré.

Article 9

Les articles 3, 4, 5 et ainsi que le dernier alinéa de l'article 6 et le dernier alinéa de l'article 7 peuvent être modifiés par décret.

Article 10

Le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le xx xxxx xxxx.

Par la Première ministre :

Le ministre de l'éducation nationale
et de la jeunesse,

Pap Ndiaye



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
des ressources humaines**

Secrétariat général
Sous-direction de la formation, des parcours professionnels et
des relations sociales
Département du droit syndical et de la veille sociale
Secrétariat du comité social d'administration ministériel
de l'Éducation nationale

Paris, le mercredi 5 juillet 2023

**Attestation de passage
au comité social d'administration ministériel
de l'éducation nationale (CSAMEN)**

Compte tenu du vote unanime défavorable lors du CSAMEN du 20 juin 2023, le directeur général des ressources humaines certifie que le projet de décret suivant a fait l'objet d'un réexamen et d'une nouvelle délibération lors de la séance du CSAMEN du 4 juillet 2023 :

projet de décret relatif au remplacement de courte durée dans les établissements d'enseignement du second degré.

Lors de cet examen, l'administration n'a présenté aucun amendement.

Le projet de décret a fait l'objet des expressions de vote suivantes :

Pour : 0

Contre : 15 (FSU : 6 ; UNSA : 3 ; FO : 2 ; CFDT : 1 ; CGT : 1 ; SNALC : 1 ; SUD : 1)

Abstentions : 0

Pour le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse,
et par délégation
La cheffe de service, adjointe au directeur général des ressources humaines

Florence DUBO